

J02 Avis de Marché appel d'offre standard Dir24

Département(s) de publication : 75

Annonce No : 18993200

Date 14/12/18

[I.](#) [II.](#) [III.](#) [IV.](#) [VI.](#)

AVIS DE MARCHÉ

Directive 2014/24/UE

Le présent avis constitue un appel à la concurrence

SECTION I : POUVOIR ADJUDICATEUR

I.1) NOM ET ADRESSES

CAISSE DES DEPOTS, Numéro national d'identification : 18002002600019, 56 rue de Lille, 75007, Paris, F, Téléphone : (+33) 1 58 50 00 00, Courriel : correspondre@aws-france.com, Code NUTS : FR

Adresse(s) internet :

Adresse principale : <http://www.caissedesdepots.fr>

Adresse du profil acheteur : <http://agysoft.marches-publics.info>

I.2) PROCÉDURE CONJOINTE

I.3) COMMUNICATION

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet, à l'adresse : <http://agysoft.marches-publics.info>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les offres ou les demandes de participation doivent être envoyées :

par voie électronique à l'adresse : <http://agysoft.marches-publics.info>

I.4) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR

Organisme de droit public

I.5) ACTIVITÉ PRINCIPALE

Affaires économiques et financières

SECTION II : OBJET

II.1) ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.1.1) **Intitulé :** Prestations d'évaluation et d'expertises immobilières

Numéro de référence : 18993200000p

II.1.2) **Code CPV principal :**

Descripteur principal : 66140000

Descripteur supplémentaire :

II.1.3) **Type de marché**

Services

II.1.4) **Description succincte :** La Caisse des Dépôts et Consignations, pour estimer la valorisation de son portefeuille de participations immobilières, souhaite recourir au travers d'un accord-cadre à des expertises de valeurs de certains de ses actifs immobiliers en exploitation. Dans ce contexte, le Département Direction des Finances souhaite mettre en place un accord-cadre qui lui permette de répondre à ses besoins de valorisation du portefeuille. Le département des Finances envisage de recourir à des expertises externes (actifs et titres), mais aussi d'enclencher un programme annuel de valorisations internes

II.1.5) **Valeur totale estimée :**

Valeur hors TVA : 3 000 000 euros

II.1.6) **Information sur les lots :**

Ce marché est divisé en lots : oui

Il est possible de soumettre des offres pour tous les lots

Mots descripteurs : Audit, Etude

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) **Intitulé** : Prestation d'expertises immobilières, de valorisation technique immobilière et valorisation de titres

Lot n° : 1

II.2.2) **Code(s) CPV additionnel(s)**

Code CPV principal : 66140000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) **Lieu d'exécution**

Code NUTS : FR

Lieu principal d'exécution :

II.2.4) **Description des prestations** : Le Département des Finances en lien avec les départements métiers concernés (Immobilier et Economie Mixte), réalise un programme annuel d'expertises externes à conduire

II.2.5) **Critères d'attribution**

critères énoncés ci-dessous

Critère de qualité

1. Valeur technique de l'offre / Pondération : 60

Coût :

1. Prix des prestations apprécié au regard du prix plafond par profil / Pondération : 40

II.2.6) **Valeur estimée**

Valeur hors TVA : euros

II.2.7) **Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique**

Durée en mois : 12

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement trois fois, pour une nouvelle durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre (4) ans

II.2.9) **Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer**

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

II.2.10) **Variantes**

Des variantes seront prises en considération : non

II.2.11) **Information sur les options**

Options : oui

Description des options : Le Pouvoir Adjudicateur pourra également attribuer des marchés pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article 30-I.7 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qui seront exécutées par l'attributaire du marché subséquent concerné, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause

II.2.12) **Informations sur les catalogues électroniques**

II.2.13) **Information sur les fonds de l'Union européenne**

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) **Informations complémentaires :**

Mots descripteurs : Audit, Etude

II.2) DESCRIPTION

II.2.1) **Intitulé** : Mise en place d'outils méthodologiques de valorisations / Conduite du changement

Lot n° : 2

II.2.2) **Code(s) CPV additionnel(s)**

Code CPV principal : 66140000

Descripteur supplémentaire :

II.2.3) **Lieu d'exécution**

Code NUTS : FR

Lieu principal d'exécution :

II.2.4) **Description des prestations** : Dans le cadre de la procédure de valorisation en vigueur au sein de la Banque des Territoires, la Cdc envisage une montée en compétence de ses équipes pour développer la production d'expertises internes dans un cadre normé. A cet effet, la Cdc souhaite bénéficier d'un accompagnement à la mise en œuvre de valorisations internes (actifs immobiliers et titres) qui seront réalisées dans le cadre d'actualisation des expertises externes des années précédentes

II.2.5) **Critères d'attribution**

critères énoncés ci-dessous

Critère de qualité

1. Valeur technique de l'offre / Pondération : 60

Coût :

1. Prix des prestations apprécié au regard du prix plafond par profil / Pondération : 40

II.2.6) Valeur estimée

Valeur hors TVA : euros

II.2.7) Durée du marché, de l'accord-cadre ou du système d'acquisition dynamique

Durée en mois : 12

Ce marché peut faire l'objet d'une reconduction : oui

Description des modalités ou du calendrier des reconductions : L'accord-cadre pourra être reconduit tacitement trois fois, pour une nouvelle durée d'un (1) an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre (4) ans

II.2.9) Informations sur les limites concernant le nombre de candidats invités à participer

Critères objectifs de limitation du nombre de candidats :

II.2.10) Variantes

Des variantes seront prises en considération : non

II.2.11) Information sur les options

Options : oui

Description des options : Le Pouvoir Adjudicateur pourra également attribuer des marchés pour la réalisation de prestations similaires, passé en application de la procédure négociée de l'article 30-I.7 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et qui seront exécutées par l'attributaire du marché subséquent concerné, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux prestations en cause

II.2.12) Informations sur les catalogues électroniques

II.2.13) Information sur les fonds de l'Union européenne

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne : non

Identification du projet :

II.2.14) Informations complémentaires :

Mots descripteurs : Audit, Etude

SECTION III : RENSEIGNEMENTS D'ORDRE JURIDIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIER ET TECHNIQUE

III.1) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession

Liste et description succincte des conditions : - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire. - Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner prévus aux articles 45 et 48 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (cf. formulaire Dc1 ou Dume à renseigner)

III.1.2) Capacité économique et financière

Liste et description succincte des critères de sélection : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant, sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité du candidat, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles (Cf. formulaire Dc2 ou Dume à renseigner)

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.3) Capacité technique et professionnelle

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat (Cf. formulaire Dc2 ou Dume à renseigner) ; - Liste des principaux services effectués au cours des trois (3) dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé (cf. tableau des références à renseigner). Les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat (cf. fiche des références à renseigner) ;

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) :

III.1.5) Informations sur les marchés réservés :

III.2) CONDITIONS LIÉES AU MARCHÉ

III.2.1) Information relative à la profession

Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables :

III.2.2) Conditions particulières d'exécution :

III.2.3) Informations sur les membres du personnel responsables de l'exécution du marché

III.2.4) **Marché éligible au MPS**

La transmission et la vérification des documents de candidatures peut être effectuée par le dispositif Marché public simplifié sur présentation du numéro de SIRET : NON

SECTION IV : PROCÉDURE

IV.1) **DESCRIPTION**

IV.1.1) **Type de procédure**

Procédure ouverte

IV.1.3) **Informations sur l'accord-cadre ou le système d'acquisition dynamique**

Le marché implique la mise en place d'un accord-cadre

Accord-cadre avec plusieurs opérateurs

Nombre maximal envisagé de participants à l'accord-cadre : 4

Dans le cas d'accords-cadres - justification d'une durée dépassant quatre ans :

IV.1.4) **Informations sur la réduction du nombre de solutions ou d'offres durant la négociation ou le dialogue**

IV.1.5) **Information sur la négociation**

IV.1.6) **Enchère électronique :**

IV.1.8) **Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP)**

Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics : oui

IV.2) **RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF**

IV.2.1) **Publication antérieure relative à la présente procédure**

Numéro de l'avis au JO série S :

IV.2.2) **Date limite de réception des offres ou des demandes de participation**

14 janvier 2019 - 11:30

IV.2.3) **Date d'envoi estimée des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés**

Date :

IV.2.4) **Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation :**

français

IV.2.6) **Délai minimal pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :**

L'offre doit être valable jusqu'au :

ou

Durée en mois : 6 (A compter de la date limite de réception des offres)

IV.2.7) **Modalité d'ouverture des offres**

Date : 15 janvier 2019 - 14:00 Lieu : Paris

Informations sur les personnes autorisées et les modalités d'ouverture :

SECTION VI : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

VI.1) **RENOUVELLEMENT**

Il s'agit d'un marché renouvelable

Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis : Prochaine consultation éventuelle en 2022

VI.2) **INFORMATIONS SUR LES ÉCHANGES ÉLECTRONIQUES**

VI.3) **INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**

Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Cette consultation bénéficie du Service Dume. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <http://agysoft.marches-publics.info> - La présente procédure d'appel d'offres ouvert est soumise aux dispositions de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 et des articles 25-i, 1° et 67 à 68 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Chaque lot donne lieu à la passation d'un accord-cadre sans montant minimum, ni maximum en valeur ou en quantité, en application des articles 78 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux accords-cadres, conclu avec 4 Titulaires maximum par lot. Les sous-critères d'analyse des critères valeur technique et prix sont indiqués dans le règlement de la consultation. Les variantes ne sont pas autorisées. La présente Consultation ne comprend aucune Prestation Supplémentaire Eventuelle. La date prévisionnelle de notification de l'accord-cadre est mi-mars 2019. Le montant indiqué à la rubrique Ii.1.5 est un montant estimatif sur la durée totale de l'accord-cadre(4 ans). Le dossier de consultation des entreprises (Dce) est dématérialisé et disponible gratuitement et téléchargeable uniquement à l'adresse électronique suivante: <https://caissedesdepots.marches-publics.info>. Cette consultation permet aux entreprises de candidater sur la base de leur seul numéro de SIRET en complétant le formulaire de candidature en ligne dume. Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires Dc1 et Dc2

disponibles gratuitement sur le site <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, ainsi que le document de présentation des références joint au Dce, Ou utiliser le document unique de marché européen (Dume). La capacité des candidats sera évaluée au regard des éléments et renseignements demandés au titre de leurs capacités professionnelles, techniques et financières. Les documents à remettre au titre de l'offre sont listés à l'article 4.2 du règlement de la consultation. Conformément à la législation française, l'ouverture des offres n'est pas publique. Les modalités de transmission électronique des plis sont précisées dans le règlement de la consultation

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181, Paris, F, Téléphone : (+33) 1 44 59 44 00,
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr, Fax : (+33) 1 44 59 46 46, Adresse internet
: <https://paris.tribunal-administratif.fr>

VI.4.2) Organe chargé des procédures de médiation :

VI.4.3) Introduction de recours :

Précisions concernant les délais d'introduction de recours : Les voies de recours sont les suivantes : 1) jusqu'à la signature du marché, le référé Précontractuel contre la procédure d'attribution (article L. 551-1 du code de justice administrative); 2) dans un délai de 31 jours suivant la publication de l'avis d'Attribution ou, en l'absence de publication d'avis d'attribution, dans les 6 mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat: référé contractuel Contre le contrat (art. L.551-13 à L.551-23 du code de justice administrative); 3) dans un délai de 2 mois à compter de la publicité de l'avis d'attribution du Marché: recours de pleine juridiction en contestation de la validité du marché ou de certaines de ses clauses non règlementaires qui en sont divisibles assorti, Le cas échéant, d'une demande tendant à la suspension de l'exécution du contrat (sur le fondement de l'article L.521-1 du code de justice administrative)

VI.4.4) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours :

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS

12 décembre 2018

Éléments de facturation :

Numéro du service exécutant : **FACTURES_PUBLIQUES**

Numéro d'engagement juridique : **18993200**

Classe de profil : Autres organismes publics

Siret : 18002002600019

Libellé de la facture : Caisse des dépôts Deoff2-Plateforme exécution dépenses 56, rue de Lille, F-75356 Paris 07 Sp.

Indexation de l'annonce :

Date jusqu'à laquelle cette annonce doit être disponible sur le site de consultation

<http://www.boamp.fr> : 14 janvier 2019

Objet de l'avis : Prestations d'évaluation et d'expertises immobilières

Nom de l'organisme : Caisse des dépôts et consignations

Critères sociaux ou environnementaux : Aucun